

Venne, Michel (sous la direction de), *L'Annuaire du Québec 2004; toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*, neuvième édition, Montréal, Fides, 2003. 1006 p.

Gaston Bernier

Volume 50, Number 4, October–December 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1030064ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1030064ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, G. (2004). Review of [Venne, Michel (sous la direction de), *L'Annuaire du Québec 2004; toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*, neuvième édition, Montréal, Fides, 2003. 1006 p.] *Documentation et bibliothèques*, 50(4), 317–319. <https://doi.org/10.7202/1030064ar>

Venne, Michel (sous la direction de). *L'Annuaire du Québec 2004; toute l'année politique, sociale, économique et culturelle, neuvième édition, Montréal, Fides, 2003. 1 006 p.*

Les ouvrages de consultation ou les usuels consacrés à la réalité québécoise ne sont pas si nombreux qu'on puisse négliger la parution de *L'Annuaire du Québec* pour une neuvième année consécutive et même pour une dix-neuvième année si on tient compte de son ascendant, *L'Année politique au Québec*, publié pour une première fois en 1989.

L'histoire bibliographique de la publication apparaîtra quelque peu capricieuse au lecteur attentif, mais de fait les filiations sont assez claires. Le titre adopté pour l'édition de 2003 apparaît pour la première fois. Depuis 1996 et jusqu'en 2002, l'annuaire portait tout uniment le titre de *Québec 1996*, etc. Au demeurant, on lui a accolé à l'occasion la désignation populaire de « annuaire Fides », du nom de la maison d'édition (voir *Québec 2000*, p.13-14; *ibid.*, 2003, p.706). Un sous-titre a fait son apparition en 2003 (*Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*), lequel avait été inscrit sur la couverture de l'édition de 2000 et y a été relayé dans l'édition récente. Au demeurant, l'utilisation du titre adopté pour le volume de 2003 et repris pour celui de 2004 peut sembler osé, car il était celui d'un annuel de l'administration gouvernementale né en 1914, publié sous un titre tout à fait identique après 1935 et devenu *Québec statistique* depuis plus de 15 ans.

Le passage de *L'Année politique...* au nouvel usuel semble s'être fait d'une manière naturelle et sans soubresauts. Les auteurs de la publication écrivaient à propos de la première édition, celle de 1996: « à la fois une nouveauté et la poursuite d'une publication qui a vu le jour en 1987 » (avant-propos, *Québec 1996*). La liste des directeurs de l'annuaire analysé ici et de ceux des 10 volumes publiés de 1989 à 1999 porte aussi la trace de la continuité: M. Denis Monière l'a dirigé depuis le début jusqu'en 1995-1996. Par la suite, il a présidé, conjointement avec M. Roch Côté, à la première livraison de l'annuaire Fides, alors que M. Robert Boily prenait la relève à *L'Année politique* et menait à bien les trois dernières éditions. Le volume le plus récent a été dirigé par Michel Venne seul, alors qu'il avait travaillé avec Roch Côté à la réalisation de celui de 2003. Si on remonte la chaîne des éditeurs mis à profit depuis 1987, on constate une évolution en douce: Québec Amérique, Fides, Fides-*Le Devoir*, Fides.

L'analyse du contenu du dernier-né et de ses frères ou sœurs plus âgés mène elle aussi à l'observation d'un continuum. On a écrit « *L'ouvrage actuel entend ne rien enlever à ce qu'offrirait son prédécesseur* (c'est-à-

dire *L'Année politique...*) mais il en élargit la portée... bilans détaillés et commentés de l'actualité économique et de la vie culturelle... Il s'agit... de couvrir les grands champs de la vie sociale québécoise » (avant-propos, *Québec 1996*). Somme toute, *L'Année politique...*, mieux: ses auteurs, s'intéressaient à la réalité politique uniquement, domaine défini en fonction d'une approche universitaire et scientifique. Cela était assez compréhensible étant donné l'origine de ses initiateurs (« *Ce projet fut instauré par les professeurs du Département de science politique de l'Université de Montréal, auxquels se sont joints des collègues des autres universités québécoises* »; Présentation, *L'Année...*, 1987-1988). Le nouvel annuaire élargit le champs d'observation et couvre l'ensemble de la réalité sociale nationale.

La neuvième édition de *L'Annuaire du Québec*, celle portant le millésime 2004, contient des chapitres consacrés aux mutations sociales et aux enjeux de société, à un état général de la société québécoise (démographie), aux conditions de vie, au territoire et aux régions, à l'économie, à la vie politique, à la culture, à l'éducation et aux médias et, enfin, à la place de l'État laurentien à l'intérieur du Canada et du monde. Au total, le volume contient près de 11 090 articles signés (10 ou 15 de plus qu'en 2003), de 8 ou 10 pages habituellement. Cependant, certains s'éloignent beaucoup de la moyenne (un article signé Simon Langlois, intitulé « Le Québec du XXI^e siècle: une société en profonde mutation », en compte 60). On notera la présence constante de M. Langlois, professeur de sociologie à l'Université Laval, dans les pages des volumes antérieurs. La table des matières contient quant à elle des articles d'intérêt pour tous les citoyens que seule une consultation attentive révélera: en 2003, obésité chez les jeunes, Union paysane, politique familiale, transformation de la rue Notre-Dame (à Montréal), entente avec les Cris, prix de l'essence; en 2004, les bons d'éducation, progrès du catholicisme, le phénomène Star Académie, la valse des fusions et des défusions, etc. On trouvera, égaillés dans le volume, de nombreux graphiques, cartes, tableaux, photos et encadrés, dont de courtes listes bibliographiques. En ce qui a trait aux références, *Québec 2001* en signalait environ 500, constituées d'ouvrages savants, de documents officiels, d'articles de revue et de sites électroniques, et les deux derniers volumes signalent les études québécoises publiées de par le monde.

Le volume le plus récent sera fort utile aux lecteurs et aux chercheurs, cela va de soi, mais l'ensemble de la collection le sera également en raison de l'esprit de continuité qui a prévalu et à la reprise, d'une année à l'autre, de chroniques actualisées. M. Robert Boily en faisait l'observation dans la présentation qu'il signait pour l'année 1995-1996 (p.10). D'abord, on a toujours donné priorité aux données factuelles. D'ailleurs, comment ne pas reconnaître, dans les 10 livraisons de *L'Année politique*, la section « Profil du Québec »,

qui constitue un portrait statistique du Québec et, au départ, se voulait la mise à jour des données publiées dans *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours* (1986). Il faut dire également que les directeurs de la publication ont toujours fait preuve d'un souci réel de synthèse: très souvent, les grandes sections s'ouvrent par une vue d'ensemble. De plus, les volumes des années antérieures contiennent habituellement des dossiers qui seront toujours utiles: par exemple, on trouve dans *Québec 2000* (et même en 2001) des textes de base sur la question nationale, une longue présentation, illustrée de tableaux et graphiques nombreux, sur les tendances sociales québécoises (p.125-199). De même, la livraison de 2000 contient une rétrospective de l'histoire du Québec du XX^e siècle. Les articles sont signés J.J. Simard, R. Durocher (modernisation), P.A. Linteau (économie) et G. Marcotte (littérature). Au même titre, on notera le panorama régional apparu dans *Québec 2001* et les articles consacrés à chacune des régions, textes rendus possibles à la suite de la création de l'Observatoire des régions de l'Université du Québec à Trois-Rivières (avant-propos, *Québec 2001*). Dans l'antépénultième édition, celle de 2002, des chroniques sur les études québécoises à l'étranger ont fait leur apparition.

Quand on parle de contenu d'un annuaire comme celui dont il est question ici, il faut aborder le problème du découpage temporel. En la matière, les responsables de la publication semblent avoir cherché la pierre philosophale. Au départ, *L'Année politique* portait un titre auquel on pouvait se fier: ainsi, le volume de 1987-1988 tenait compte de l'actualité des mois de septembre à août. C'était, en gros, l'année parlementaire. En 1991, on s'est aligné sur l'année civile, mais on a fait la jonction avec la chronologie précédente, laquelle s'arrêtait à août 1990. On a modifié la pratique pour 1993-1994: cette année-là, la chronologie ira de janvier 1993 à septembre 1994. En 1995-1996, on revint au calendrier parlementaire, légèrement modifié (juillet à juillet). Le millésime inscrit dans le titre de l'annuaire Fides est, pour sa part, quelque peu ambigu par rapport à la chronologie. Dans *Québec 2001*, la chronologie va de juillet 1999 à juin 2000 et, dans *Québec 2003*, de juillet 2001 à juin 2002 inclusivement. Le même décalage vaut pour les disparus de l'année. La pratique de l'utilisation d'une année à venir dans le titre, sans doute justifiée par des impératifs commerciaux, n'entache en rien cependant l'utilité d'une publication synthétique. De plus, la technique constitue, à vue de nez, une parade à la parution souvent tardive de telles synthèses (comme ce fut le cas, pendant plusieurs années, de la *Canadian Annual Review*). Actuellement, les volumes voient le jour trois ou quatre mois avant l'année inscrite dans le titre. Somme toute, alors que, habituellement, les annuaires courent derrière l'actualité et les événements, dans le cas présent le volume semble les précéder!

Les articles de *Québec 2004* et des annuaires antérieurs sont signés. On précise, sur la quatrième page de la couverture, que 130 auteurs y ont fourni des textes inédits. De fait, si on compare les listes de collaborateurs apparaissant en début de volume, on viendra facilement à la conclusion que leur nombre augmente sans cesse: 42 pour l'édition de 1999, une cinquantaine pour 2000, 75 pour celle de 2003. L'écart est encore plus frappant quand on considère *L'Année politique*. L'édition de 1987-1988 en alignait 16 seulement et celles de 1989-1990 ou de 1991, 18. L'augmentation du nombre de collaborateurs exerce sans nul doute une pression sur le nombre de pages: 400 en 1999, 530 en 2000 et en 2001, plus de 700 en 2002 et en 2003, et plus de 1000 en 2004.

Une autre évolution, moins rectiligne celle-là, concerne l'origine des collaborateurs. Au départ, à *L'Année politique*, on comptait essentiellement sur les universitaires, mais l'équipe était assez réduite. Le nouveau titre, à partir de 1996, fit une large place aux journalistes (42 sur 46 en 1999). Mais les universitaires et chercheurs reviennent en force: ils auraient formé les deux tiers des auteurs de l'usuel portant sur 2003.

L'ordonnement adopté par les directeurs de la publication est à la fois prosaïque et logique. On regroupe dans un premier temps les articles sur les thèmes qui retiennent l'attention à un moment donné. En 2004, on a des textes sur les nouvelles formes d'engagement de la jeunesse, sur les défis démographiques du Québec à venir. Dans l'édition précédente, celle de 2003, les articles, également regroupés au début du volume sous l'intitulé « Mutations sociales et enjeux de société », portaient sur la question nationale, sur le Québec et les événements du 11 septembre, sur l'éthique publique et sur la ruralité. La chronologie, la liste des disparus et l'état du Québec suivent (population, conditions de vie, territoire, économie, vie politique, culture, éducation et médias, etc.). Dans le volume de l'année 2000, les premières pages sont consacrées au XX^e siècle québécois, à la crise du verglas. En somme, l'ordre adopté semble permanent en partie en même temps que tenir compte de la conjoncture du moment.

La multiplicité des articles de l'annuaire courant comme leur grand nombre accumulé depuis deux décennies justifieraient la publication d'un index cumulatif. L'utilité de la collection, tant de la série née en 1996 que de *L'Année politique*, en serait décuplée. Il faut dire que le besoin d'un appareil de repérage rétrospectif a été perçu par les directeurs de la publication. Dans l'index du volume de 2004 comme dans celui de 2003, on trouve quelques renvois à des éditions antérieures. Dans celui-ci, c'est le cas des entrées « Action démocratique », « Nationalisme », « Parizeau », « Pauvreté », « Régions »; dans celui-là, « Autochtones », « Canada (anglais ou ROC) », « Cris », « Dollarisation », « Identité nationale », etc. D'ailleurs,

dans le volume de 2001, on a commencé à publier une liste des dossiers des années antérieures et la formule a été répétée dans les deux volumes qui ont suivi. Dans un autre ordre d'idées, il y aurait lieu de dater certains tableaux. Ainsi, lire que M. Paul Bégin est toujours ministre de la Justice selon *Québec 2003* (p. 513), paru à l'automne 2002, pourrait tromper bien des gens avec l'intitulé « Composition de l'Assemblée nationale depuis le 17 juin 2002 ».

Les lecteurs ou les chercheurs qui ont déjà consulté ou qui consulteront *L'Annuaire du Québec* partageront, à n'en pas douter, l'observation d'un de ses directeurs selon qui l'ouvrage constitue «... un instrument unique pour quiconque veut approfondir sa connaissance du Québec contemporain» (Roch Côté, dans *Québec 2002*, avant-propos). Les volumes constituent une chronique synthétique des deux dernières décennies si l'on veut bien faire le lien avec *L'Année politique* (consultable électroniquement pour l'essentiel: <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/>). Aussi devrait-on trouver, en territoire laurentien, les volumes courants et les plus anciens sur les rayons des bibliothèques publiques, collégiales et universitaires et administratives. Ailleurs, ils auront leur place et rendront de grands services aux chercheurs intéressés à trouver des données sur le Québec, sur son évolution ou à repérer un premier filon d'informations.

Tel quel, *L'Annuaire du Québec* a on ne peut mieux sa place à côté d'autres titres comme *L'Année politique... en France*, comme *L'Année francophone internationale*, comme *L'Année dans le monde* ou même comme la *Canadian Annual Review*. Il n'a même rien à leur envier. Au contraire. Surtout que l'équipe permanente fait preuve de beaucoup de dynamisme et de beaucoup d'imagination.

Gaston BERNIER
Retraité de la Bibliothèque de l'Assemblée
nationale du Québec

Le congrès Online s'est tenu à Londres du 30 novembre au 2 décembre 2004. Ce forum permet à des centaines de directeurs d'entreprises, d'éditeurs, d'universitaires et de spécialistes de l'information de se réunir pour discuter, apprendre, échanger et se renseigner sur les derniers produits, technologies, défis, orientations, et projets dans ce monde en pleine effervescence et en perpétuelle transition.

Les thématiques abordées sont essentiellement orientées « entreprises » ou « bibliothèques » avec des points d'intersection qui traitent tant d'aspects généraux, tels les compétences, l'architecture de l'information, que d'aspects plus spécifiques tels les blogues (*weblogs*) et les portails.

Chaque année on découvre de nouveaux concepts tandis que d'autres émergent et s'établissent plus concrètement. Cette année on a parlé en particulier d'« infobésité » (*information obesity*), de « conformité informationnelle » (*information compliance*) et de « gouvernance informationnelle » (*information governance*). Il est toutefois difficile de donner un compte rendu exhaustif de toutes les conférences, en raison de leur nombre. En voici quelques points forts.

Les services de référence en ligne

Depuis longtemps, Online présente des expériences novatrices dans ce domaine avec la participation régulière de Linda White coordinatrice des projets pour la Bibliothèque du Congrès. Cette année on a pu découvrir le projet « *Chasing the Sun* » initié par un consortium de bibliothèques australiennes (South Australian Human Services Libraries Consortium), et britanniques (South West Information for Clinical Effectiveness), spécialisées dans les domaines médicaux. L'idée de cette alliance est de contourner les problèmes liés aux fuseaux horaires et répondre ainsi 24 heures sur 24 aux questions urgentes qui se présentent en dehors des permanences effectuées par les services de référence. Seules les questions de référence sont traitées. Le service ne prend pas en charge des questions liées à des problèmes de connectivité, ou ne concernant pas les soins à des patients. L'idée est de fournir une assistance à des médecins devant trouver rapidement de l'information. Le système permet à 25 bibliothécaires d'accéder simultanément au clavardage et aux questions sur le web ce qui permet à chacun de répondre ou de voir les réponses en traitement et même d'offrir des compléments d'information à ces réponses. La technologie retenue pour ce projet est celle développée conjointement par OCLC et le Library of Congress Global Research Network « *QuestionPoint* »¹.

1. <http://www.questionpoint.org>